

Économies pour les conseils scolaires de l'Ontario

Nous avons obtenu pour les écoles des économies d'environ 1,7 million de dollars (M\$) dans le dossier des tarifs d'Enbridge Gas pour 2019 et dans la première partie de l'examen des tarifs d'Alectra Utilities pour 2020. Si l'on ajoute à cette somme les gains de 440 000 \$ réalisés concernant les tarifs de trois autres distributeurs d'électricité, les économies obtenues au troisième trimestre totalisent plus de 2,1 M\$.

Au quatrième trimestre, la Commission de l'énergie pourrait rendre sa décision sur les tarifs de Toronto Hydro pour les cinq prochaines années, mais il ne faut guère s'attendre à autre chose. Plusieurs grands dossiers suivront leur cours : tarifs de distribution d'Alectra Utilities, tarifs de transport de Hydro One, fusions de Hydro One, et quatrième tentative de Hydro One pour inclure des impôts fictifs dans ses tarifs. Toutefois, il est peu probable que la Commission rende ses décisions d'ici la fin de 2019.

Les entreprises de services publics vont aussi commencer à présenter leurs demandes pour 2020, dont Ottawa Hydro et Kingston Hydro (qui présenteront des plans de tarification quinquennaux) et jusqu'à 20 autres distributeurs d'électricité.

AFFAIRES COURANTES - GAZ NATUREL

Enbridge Gas - Tarifs de distribution - 2019

et 2020. En ce qui concerne les tarifs de 2019, la demande présentée par Enbridge Gas Inc. (l'entreprise résultant de la fusion d'Enbridge Gas Distribution et d'Union Gas) a fait l'objet d'un examen préliminaire au printemps et de la présentation d'arguments à l'été. En septembre, la Commission de l'énergie a rendu sa décision. Comme c'est si souvent le cas, la Commission nous a donné gain de cause sur certains points et n'a pas retenu nos arguments sur d'autres. Au final, nous avons obtenu pour les écoles des **économies d'environ 750 000 \$.**

Enbridge a déjà présenté une autre demande concernant ses tarifs pour 2020, qui inclut elle aussi des fonds supplémentaires pour des projets d'immobilisations. Nous participerons également à l'examen de cette demande, afin de veiller à ce que ces hausses supplémentaires soient limitées au strict minimum.

Enbridge Gas - Programmes de conservation.

Il y a eu un ralentissement dans l'examen des dépenses liées aux programmes de conservation

de gaz naturel d'Enbridge, qui doit permettre d'établir les budgets de ces programmes pour 5 ou 6 années de plus. Cela peut s'expliquer en partie par le retard dans les changements touchant la gouvernance de la Commission de l'énergie (voir nos observations à ce sujet ci-après). La décision sur la portée de cet examen, qui devait être rendue en septembre, pourrait se faire attendre jusqu'en décembre ou même en janvier 2020, et il sera difficile de terminer l'ensemble de l'examen avant la fin de 2020.

Municipalités du Nord. Cinq municipalités du Nord - Marathon, Schreiber, Terrace Bay, Wawa et Manitouwadge - se sont alliées pour créer leur propre entreprise de distribution de gaz naturel, étant donné que le gaz naturel est hors d'accès presque partout dans le Nord. Elles comptent conclure un contrat à long terme pour l'achat de gaz naturel liquéfié, qui serait transporté par camion à partir des installations d'un fournisseur situées près du gazoduc principal.

Ce projet innovateur pourrait servir de modèle pour d'autres collectivités du Nord, mais il s'agit d'un concept nouveau qui n'a pas fait ses preuves.

De nombreux détails pourraient avoir un effet sur les coûts futurs du gaz.

Nous avons pris part à l'examen de cette demande, malgré l'opposition étonnamment vive des municipalités. Nous appuierons probablement le projet, mais non sans examiner de près les coûts de construction et le contrat d'approvisionnement à long terme en gaz, afin de nous assurer qu'ils sont raisonnables. Ce projet touche seulement 22 écoles, mais, s'il devient un modèle, il pourrait avoir une incidence pour un grand nombre des 700 écoles de la province qui n'ont pas accès au gaz naturel.

AFFAIRES COURANTES - ÉLECTRICITÉ

Hydro One - Inclusion d'impôts fictifs dans les tarifs. Hydro One est convaincue qu'elle devrait être autorisée à percevoir auprès de ses clients plus de 2,6 milliards de dollars en impôts sur le revenu, même si elle ne paiera pas ces impôts. En novembre, elle plaidera pour la quatrième fois - maintenant devant la Cour divisionnaire de l'Ontario - qu'elle a droit à la totalité de cette somme, et pas seulement au 1,7 milliard qu'elle a d'abord été autorisée à percevoir. L'un de nous, Mark Rubenstein, sera le seul représentant des clients qui présentera ses arguments devant la Cour. Celle-ci devrait rendre sa décision en février 2020.

Alectra Utilities - Tarifs de distribution - 2020. Cette demande comporte deux grands enjeux pour les écoles.

Premièrement, Alectra cherchait à conserver l'avantage associé à une modification comptable découlant de la fusion qui lui a donné naissance, à hauteur de 63 M\$. Nous avons d'abord décelé ce problème en 2018, et, cette année, la Commission de l'énergie a finalement statué qu'Alectra ne pouvait pas conserver cette somme, car cela équivaldrait à faire payer deux fois ses clients. Cette décision représente des **économies d'environ 950 000 \$** pour les écoles. Toutefois, elles devront probablement attendre jusqu'en 2028 pour commencer à en profiter.

Deuxièmement, Alectra a réagi aux gains que nous avons obtenus au cours de l'examen des demandes concernant ses tarifs pour 2018 et 2019.

Elle demande donc maintenant d'être assujettie à une nouvelle politique conçue uniquement pour elle, qui lui permettrait d'incorporer dans ses tarifs tous les coûts supplémentaires de son programme d'immobilisations. Nous dirigeons l'opposition à cette proposition. Après des audiences qui se tiendront en octobre et la présentation d'arguments qui aura lieu en novembre, la Commission rendra probablement sa décision en janvier 2020. Des hausses de tarifs d'environ 2 M\$ sont en jeu pour les écoles pour la période de 2020 à 2024.

Toronto Hydro - Tarifs de distribution - 2020-2024. Toronto Hydro souhaite obtenir des hausses de tarifs qui s'élèvent pour les écoles à environ 5,7 M\$. L'examen préliminaire de la demande et les audiences sont maintenant terminés, et les derniers arguments ont été présentés au cours de l'été. La Commission de l'énergie devrait rendre sa décision en décembre.

Hydro One - Tarifs de transport -2020-2022. Les frais de transport représentent en moyenne environ 10 % de la facture d'électricité de chaque école. Hydro One, le principal transporteur d'électricité en Ontario, a demandé à la fin de 2018 des hausses de ses tarifs de transport représentant quelque 5 % par année sur 3 ans. L'examen préliminaire de cette demande est terminé, et le processus se poursuivra avec la tenue d'audiences en octobre et en novembre et la présentation d'arguments en décembre.

Nous avons été les chefs de file de la demi-douzaine de groupes de clients qui sont intervenus dans ce dossier. La hausse totale de près de 500 M\$ proposée par Hydro One représenterait plus de 7 M\$ sur 3 ans pour les écoles.

Autres distributeurs d'électricité. Les demandes concernant les tarifs de trois distributeurs d'électricité - ENWIN Utilities, Kitchener-Wilmot Hydro et Algoma Power - ont fait l'objet de règlements. Nous avons obtenu des **économies d'environ 440 000 \$** pour les quelque 210 écoles touchées, pour la période de 2020 à 2024.

Fusions de Hydro One. Hydro One continue de chercher à acquérir des distributeurs d'électricité dont les coûts sont inférieurs aux siens en promettant de maintenir ces faibles coûts, mais sans offrir de garanties pour l'avenir. Nous nous opposons à ces opérations depuis quelques années, car Hydro One est un distributeur dont les coûts sont élevés, et toutes les écoles desservies par les entreprises ainsi acquises ont subi d'importantes hausses de tarifs au fil du temps.

Des audiences concernant les propositions de fusion de Hydro One avec Orillia Power et Peterborough Distribution auront lieu en novembre et en décembre.

Autre fusion. Nous sommes intervenus dans l'examen de la demande présentée récemment par North Bay Hydro pour l'acquisition d'Espanola Hydro, un petit distributeur ayant de la difficulté à remplir ses obligations réglementaires et administratives. Nous avons appuyé l'opération à certaines conditions, et la Commission de l'énergie l'a approuvée en adoptant notre position et en citant longuement les documents que nous lui avons soumis.

Refonte des principes de tarification. Cette consultation visant à faire face aux importants changements à venir dans le secteur de l'électricité a commencé par trois jours d'exposés et de débats en septembre. Nous faisons partie du principal groupe de discussion et nous avons proposé qu'on profite de cette occasion pour repenser certaines politiques et certains principes de réglementation en vigueur qui avantagent les entreprises de services publics.

Ce processus, qui commencera par la présentation de mémoires par nous et quelque 30 autres intervenants en octobre, devrait se poursuivre pendant toute l'année 2020.

AUTRES QUESTIONS

Restructuration de la Commission de l'énergie. Les changements touchant la gouvernance de la Commission de l'énergie ont connu des retards additionnels. Quelques commissaires dont les mandats devaient prendre fin les ont vus prolongés pour une année, ce qui montre que les

changements ne se feront pas du jour au lendemain. Le gouvernement a lancé les processus de sélection d'un président et d'un chef de la direction pour la Commission, mais aucune décision n'a été annoncée. Après cela, il faudra mettre en place un processus pour la sélection de l'arbitre en chef, des commissaires (c.-à-d. les autres arbitres) et des membres du conseil d'administration. Il semble maintenant que cette période de transition pourrait se prolonger jusqu'à la fin du printemps de 2020, sinon au-delà.

Jay Shepherd
Mark Rubinstein
Avocats de la Coalition de l'énergie des écoles

Vous avez des questions?

Communiquez avec l'une des personnes suivantes :

Wayne McNally (wmcnally@opsba.org)
Jay Shepherd (jay@shepherdrubenstein.com)
Mark Rubinstein (mark@shepherdrubenstein.com)

En guise de conclusion,

La CSEO est représentée par Jay Shepherd, qui est régulièrement en consultation avec moi-même et Wayne McNally, qui est conseiller auprès du conseil d'administration de la CSEO. Il est essentiel de signaler que la Coalition de l'énergie des écoles, au nom de la CSEO, est un intervenant respecté auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario.

Notre travail permet à tous les conseils scolaires de l'Ontario de réaliser d'importantes économies au chapitre des coûts de l'énergie, et il vous aide donc à établir vos budgets.

Le directeur général,



Ted Doherty

Bureau de Toronto : 416.340.2540
Cellulaire : 519.955.2261
Courriel : tdoherty@oesc-cseo.org